

Mars 2012

Spécial EAU

Marseille

Green Cross France et Territoires

Dossier d'implication



En introduction...verbatim

Mikhaïl Gorbatchev, Président Fondateur de Green Cross International :

« Rien n'est plus important que l'eau, qui est source de vie, et nécessaire à l'ensemble des activités humaines. C'est une ressource précieuse qu'il nous faut mieux préserver, par exemple en développant des activités agricoles et industrielles moins consommatrices en eau. Le Forum Mondial de l'Eau est une échéance cruciale pour mieux gérer et mieux partager cette ressource essentielle à la vie. »

Jean Michel Cousteau, Président de Green Cross France et Territoires :

« Aujourd'hui, entre 4000 et 5000 enfants meurent chaque jour faute d'un accès suffisant à l'eau potable. Dans le même temps, nous continuons à faire de nos cours d'eau et océans de véritables poubelles, et à exploiter voire surexploiter les ressources marines. Il est urgent de prendre ensemble, et de manière concernée, de véritables engagements pour préserver et restaurer le cycle de l'eau, et donc d'assurer l'accès à l'eau potable à chaque individu sur la Planète. Juste avant Rio+20, le Forum Mondial de l'Eau est l'occasion idéale pour formaliser des engagements concrets ».

Nicolas Imbert, Directeur exécutif de Green Cross France et Territoires :

« Bien menées, les réunions de ce mois de mars sur l'eau peuvent apporter des briques fondamentales à la construction du sommet Rio+20. Je pense notamment à l'approche systémique de l'accès à l'eau, qui fera l'objet du nexus Eau-Alimentation-Energie à Rio. Cette vision systémique de la ressource en eau nous semble être l'un des enjeux fondamentaux qu'il nous faudra pousser à Marseille, afin de favoriser de véritables avancées vers un accès à l'eau qui soit à la fois plus serein et plus pérenne sur les territoires. »

Sommaire

1. Synthèse

2. Les enjeux

Minimiser l'empreinte en eau de nos activités et hiérarchiser les usages

Encourager l'assainissement

Favoriser la coopération sur les eaux internationales

3. Nos objectifs

4. En savoir plus

1. Synthèse

En mars prochain, l'eau sera au cœur de la gouvernance internationale, avec le 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau, la conférence préparatoire « Eau, Planète et Peuples », le Forum Alternatif puis la Journée Mondiale de l'Eau. Bien menées, ces réunions peuvent apporter des briques fondamentales à la construction du sommet Rio+20. Green Cross France et Territoires sera mobilisé et poursuivra ses efforts en matière de plaidoyer pour un meilleur partage de l'eau sur les territoires.

Green Cross sera impliqué dans une dizaine d'initiatives autour du Forum Mondial de l'Eau à Marseille. Notons dès à présent la participation de **notre président fondateur international Mikhaïl Gorbatchev**, et du **président de la branche française de l'association, Jean-Michel Cousteau**.

En prévision de ce bel événement, **Mikhaïl Gorbatchev**, Président fondateur de Green Cross International, propose sa vision sur l'eau, en 60 secondes... un message essentiel :

<http://bit.ly/yHIWWs>



« Nothing can be more important than water »

Nul doute que Mikhaïl Gorbatchev plaidera pour une politique ambitieuse tant dans la gestion partagée de la ressource en eau, que dans la nécessité d'économiser l'eau et de la dépolluer, ou encore dans l'importance de développer l'accès à l'eau.

Jean-Michel Cousteau sera également présent et parlera de l'importance du cycle de l'eau et ses principales étapes, autour d'enfants du monde entier. Cela constituera l'occasion à la fois de rappeler l'essentiel, et de confirmer les priorités d'une gestion sereine de la ressource en eau.

Le Forum mondial de l'eau, organisé en mars prochain à Marseille, mettra ce sujet crucial au cœur de la gouvernance internationale. Tant mieux. Face à des besoins croissants et en compétition, il y a urgence à agir. L'eau est essentielle à nos besoins élémentaires : alimentation, hygiène, santé... C'est la seule ressource sans substitut.

Green Cross salue les progrès accomplis en matière de reconnaissance du droit à l'eau et à l'assainissement, notamment par l'Assemblée Générale des Nations Unies en juillet 2010. **Nous souhaitons désormais :**

- **promouvoir l'application effective de ce droit pour tous**, notamment son intégration, au quotidien, dans nos politiques, législations et pratiques. Ceci est vrai aux échelles locale, nationale et internationale. Aujourd'hui le défi est de taille, avec une personne sur trois n'ayant pas assez d'eau saine pour répondre à ses besoins quotidiens selon l'OMS,
- **favoriser l'anticipation et la médiation des conflits liés à l'accès à l'eau**, afin de co-construire une gestion de l'eau plus équilibrée, efficace, et apaisée; notamment en encourageant l'entrée en vigueur de la Convention des Nations Unies de 1997 sur les cours d'eaux internationaux,
- **promouvoir, localement et globalement, l'adoption d'une vision transverse, focalisée sur le cycle de l'eau**; notamment en travaillant sur la préservation à la fois quantitative et qualitative de l'eau, en synergie avec les activités et besoins humains, et en optimisant l'empreinte en eau des activités humaines.

De manière spécifique, nous souhaitons :

- **encourager l'adoption d'une approche plus systémique** de la question de l'accès à l'eau. Ce sujet, déterminant en matière de lutte contre la pauvreté se conçoit territorialement, en le liant à l'accès à l'alimentation et à l'énergie.
- **incarner cette approche systémique dans des démarches locales, sur les territoires.** A cet égard, Green Cross développe un programme réussi de développement rural pour sécuriser l'accès à l'eau potable dans les villages, via les écoles (projet *Smart Water for Green Schools*), au Ghana et en Bolivie notamment,
- **minimiser l'empreinte en eau de nos activités, et favoriser la hiérarchisation des usages**, par exemple en encourageant la substitution des cultures de maïs irrigué par celles de céréales locales et diversifiées, ou bien en favorisant des modèles de tarification permettant d'assurer en priorité les besoins essentiels,
- **privilégier la diminution des pollutions en amont** des processus d'utilisation de la ressource, et **encourager la dépollution post-consommation sur le terrain**; notamment par des techniques d'agro écologie, comme nous l'expérimentons en Bretagne en proposant un modèle alternatif de production porcine.

La date à retenir lors du Forum de l'Eau ?

le 12 mars !

- 11-13h : message aux dirigeants par **Mikhaïl Gorbatchev**, au parc Chanot
- 16h : interventions de **Jean-Michel Cousteau** au Conseil Régional de la jeunesse, à l'Hôtel de Région

Il nous tient à cœur de pousser ces différents enjeux au Forum de l'Eau de Marseille, afin de co-construire, avec le concours de toutes les autres parties prenantes, **des solutions les plus concrètes, ambitieuses et réalistes possible** en vue d'une meilleure gestion partagée de l'eau dans le monde.

2. Notre vision des enjeux : préserver le cycle de l'eau

La satisfaction des besoins en eau constitue un **prérequis à la satisfaction d'autres besoins élémentaires**. Ce sont à la fois l'alimentation, l'hygiène, la santé, l'accès à l'énergie, l'éducation... que l'accès à l'eau conditionne. La ressource hydrique, seule ressource sans substitut, est donc **au cœur d'un système de besoins déterminants en matière de lutte contre la pauvreté**.

Développons notre perception de la ressource, afin de mieux la partager. L'accès à l'eau et à l'assainissement, au cœur d'un système intégrant entre autres accès à l'alimentation et à l'énergie, a été reconnu comme un droit humain par l'Assemblée Générale de l'ONU en juillet 2010. Promouvoir l'application de ce droit pour le plus grand nombre est donc **un objectif à intégrer, au quotidien, dans nos législations et pratiques**.

Pour cela une **vision globale et transverse, focalisée sur le cycle de l'eau**, est cruciale pour réagir plus efficacement face aux déficits, dégradations et partages non-optimaux de la ressource en eau.

C'est dans cette optique que nous allons développer les trois thématiques principales suivantes :

- **Minimiser l'empreinte en eau de nos activités et hiérarchiser les usages**
- **Encourager l'assainissement**
- **Favoriser la coopération sur les eaux internationales**

L'urgence est, pour nous, de travailler sur la préservation à la fois quantitative et qualitative de l'eau, en synergie avec les activités et besoins humains. C'est par cette globalisation de notre perception des enjeux liés à l'eau que nous pourrions préserver le cycle de l'eau, indispensable pour un meilleur partage et accès à l'eau pour tous.



Minimiser l'empreinte en eau de nos activités et hiérarchiser les usages

Nos activités ont une grande empreinte sur l'eau, et généralement nous l'ignorons. **20% environ** de l'eau utilisée dans le monde serait transportée sous forme d'eau virtuelle (voir encadré). Or, en important des produits industriels ou agricoles intensifs en eau, les pays consommateurs **délèguent les risques environnementaux et économiques** que peut générer l'exploitation excessive des ressources en eau des pays producteurs, dont les politiques de gestion de la ressource sont souvent laxistes.

L'optimisation de la demande sera également démultipliée par une **transition des systèmes industriels et agricoles vers des modèles moins intenses en eau, et moins intrusifs sur l'écosystème**. Aujourd'hui, nombre d'installations industrielles utilisent de l'eau de façon abusive, comme la production d'énergie nucléaire qui aspire plus de 50% de la consommation totale d'eau en France. Des monocultures agricoles massifiées (maïs notamment) nécessitent également une quantité d'eau excessive, tout en conduisant à l'appauvrissement des sols. Le remplacement des cultures irriguées de maïs par celles de **céréales locales et diversifiées** constitue à cet égard un exemple concret à encourager.

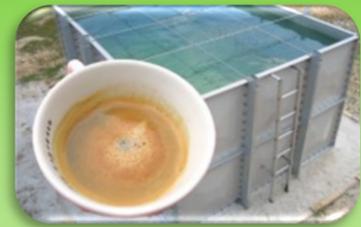
Un important potentiel de préservation de la ressource réside dans l'adaptation **de nos habitudes de consommation** à nos contraintes. A cet égard, certaines pratiques incitant à hiérarchiser nos besoins en eau semblent prometteuses, comme **la tarification progressive**. Cette tarification présente l'avantage d'inciter à prioriser les usages : de fait les usages prioritaires sont la boisson, puis l'hygiène et l'alimentation. **Des initiatives pilotes sont mises en place en Amérique du Sud** (Bolivie, Pérou, Colombie), et **certaines autorités locales en France et en Europe réfléchissent à sa mise en œuvre**.

A terme, cette hiérarchisation des usages favorisera une meilleure gestion des ressources, en instituant une **distinction claire entre l'eau de boisson** à traiter et à filtrer, **l'eau domestique**, pour laquelle un traitement organique de base suffit, **et l'eau agricole et industrielle**, dont tout traitement en amont est inutile mais qui doit être filtrée en aval. Cette réflexion doit nous amener à **rénover notre perception de la ressource**, ce qui inclut également la question de l'assainissement.

L'eau virtuelle

Aujourd'hui, une quantité souvent insoupçonnée d'eau est utilisée pour **le transport ou le processus de production** de nos objets du quotidien.

L'**eau virtuelle** contenue dans une paire de chaussures atteint **8000 litres** ! Pour un ordinateur, ce sont 15 000 litres qui sont utilisés, et pour une **tasse de café, 140 litres**.



Encourager l'assainissement

L'assainissement est également clé pour mieux préserver la ressource. Aujourd'hui, **les pays industrialisés souffrent d'une pollution excessive des eaux**, ce qui génère d'importants problèmes sanitaires et engendre des dégradations perceptibles de la qualité de vie. Qui plus est, **les pollutions des eaux sont de moins en moins maîtrisables**, que ce soit en Chine, aux Etats-Unis, ou chez nous en Bretagne par exemple.

Les processus de dépollution étant extrêmement coûteux, la solution à privilégier consiste avant tout à **diminuer les pollutions en amont du processus d'utilisation de la ressource**. En complément, il est inévitable d'encourager la **dépollution post-consommation sur le terrain**, notamment par des **techniques d'agro-écologie**.

A cet égard, nous avons lancé une initiative pilote en Bretagne, visant à expérimenter la **transition de la filière porcine** vers un modèle de production durable. Il s'agit de mettre en place un modèle de production intégré, et adapté à la recherche d'une préservation à la fois qualitative et quantitative de la ressource hydrique. Nous réalisons également un **« livre vert » relatif à la pollution des cours d'eau et littoraux** (voir encadré).

« Livre vert »

sur la pollution des cours d'eau et littoraux

Green Cross France et Territoires réalise actuellement un "livre vert" sur les enjeux de la pollution des littoraux, grands fleuves et lacs intérieurs par profils de risques, tout en effectuant un état des lieux des connaissances sur les impacts de ces pollutions sur la santé et l'environnement. Les initiatives et pistes de solutions technologiques qui émergent, et leur niveau de maturité, sont également recensés.



A l'échelle internationale, chaque organisation nationale de Green Cross s'engage pour que le droit à l'eau et à l'assainissement soit progressivement mis en œuvre par toutes les nations. Le défi est de taille. Dans le monde, **900 millions de personnes n'ont pas accès à une eau potable salubre pour répondre à leurs besoins quotidiens, et 2,6 milliards de personnes n'ont pas accès à des services d'assainissement**¹.

Les territoires les plus pauvres du monde étant souvent les plus touchés, Green Cross s'emploie, via des projets concrets de terrain comme **Smart Water for Green Schools**, à accompagner des **démarches locales, sur les territoires**, donnant accès à une eau de qualité pour satisfaire les besoins élémentaires, d'alimentation et d'hygiène (voir encadré page suivante).

¹ Source : http://www.unesco.org/water/wwap/news/archives/UNDecWaterHR_FR.pdf

Développer les solidarités internationales

Smart Water for Green Schools

Nous privilégions un **mode d'accès à l'eau payant et à coût ajusté**, qui permet de pérenniser un emploi local et la maintenance du dispositif. Au-delà de l'accès à l'eau et à l'assainissement, *Smart Water for Green Schools* **facilite la scolarisation** des enfants sur le temps dégagé par la corvée d'eau, et constitue l'une des briques permettant d'initier un **schéma de développement local**, complété en parallèle par des initiatives de sécurisation de l'alimentation, d'accès à la santé et à l'énergie.

22 villages ont mis en place ce dispositif au **Ghana**. Nous développons de nouveaux projets dans le **bassin de la Volta**, et lançons des projets pilotes en **Bolivie, au Sri Lanka et en Chine**.



Favoriser la coopération sur les eaux internationales

Il est temps de changer notre perception de la ressource, afin de mieux la partager. Cela ne prendra toute sa dimension que par **l'anticipation et la médiation des conflits liés à l'accès à cette précieuse ressource**.

Face à l'évident besoin de coopération, la **Convention des Nations Unies sur les cours d'eau internationaux** a été adoptée par une centaine d'Etats en 1997. Il s'agit d'un premier instrument juridique qui définit les règles de base favorisant une **coopération entre des Etats partageant un même cours d'eau**, via des principes de droit international ou coutumier de l'eau, comme l'utilisation équitable et raisonnable des cours d'eau, l'obligation de ne pas causer de dommages significatifs et de prévenir les autres Etats riverains des conséquences d'actions unilatérales.

Le texte nécessite, encore aujourd'hui, l'adhésion d'un nombre suffisant d'Etats pour entrer, enfin, en vigueur : **seuls 24 Etats ont franchi le pas** en ratifiant la Convention qu'ils avaient soutenu en 1997 (voir annexe pour la version actualisée en ligne), **11 Etats complémentaires sont requis**. L'Union Européenne est à la traîne, 19 Etats européens n'ayant pas encore ratifié la convention.

Le saviez-vous ?

A ce jour, on compte **276 cours d'eau internationaux** situés dans **145 Etats**, et seuls **40%** font l'objet d'accords entre Etats. Environ **40%** de la **population mondiale** est concernée par la gestion de ces ressources transfrontalières.

Pourtant, cette entrée en vigueur constituerait indéniablement une étape prometteuse pour une **transition vers un environnement écologiquement et socialement plus serein**. Aussi, Green Cross s'implique activement pour que l'entrée en vigueur soit effective en 2012.

5. Nos objectifs

Green Cross France et Territoires salue les progrès accomplis au sujet de :

- **la reconnaissance du rôle essentiel joué par les collectivités locales** en tant qu'acteurs de l'eau sur les territoires,
- **la prise en compte de l'importance de l'assainissement** dans le contexte des Objectifs du Millénaire et de l'adoption en juillet 2010 par l'Assemblée Générale de l'ONU de la résolution A/RES/64/292, consacrant l'accès à l'eau potable et à l'assainissement comme un droit humain fondamental,
- **l'adoption d'une approche systémique de la question de l'accès à l'eau et à l'assainissement**, intégrant à la fois l'accès à l'alimentation et à l'énergie, la santé et l'environnement.

Nous souhaitons désormais une avancée rapide vers :

- **hiérarchiser les besoins, en consacrant la priorité des usages individuels** vitaux de l'eau (alimentation, hygiène, santé) sur ceux agricoles ou énergétiques ;
- **favoriser la convergence des politiques de l'eau** (cours d'eau intérieurs, zones littorales, types d'usage, qualité et pollution de la ressource, prévention des risques...);
- **proposer concrètement sur les territoires des solutions** qui améliorent conjointement l'accès à l'alimentation, à l'énergie, à la santé, et la préservation de l'environnement ;
- **adopter des moyens qui soient véritablement à la hauteur du défi d'accès** pérenne à l'eau pour tous, notamment en mettant en place des initiatives déconcentrées de développement local, et de non pollution de l'eau ;
- **adopter une approche « économie verte » pour encourager l'entrepreneuriat et les innovations** les plus vertueuses pour l'homme et son environnement, notamment en anticipant les impacts et risques dans le modèle économique de toutes les activités.

Afin de contribuer à la réalisation de ces objectifs, **Green Cross** participe aux travaux de la **Coalition Eau** et de **l'Effet Papillon**.

Plus spécifiquement, **Green Cross France et Territoires**, membre du **Club France Rio+20**, est engagée dans 5 projets pour l'exercice 2012 :

1. **Préparation d'actions de plaidoyer** auprès des décideurs français **sur les thématiques de l'eau** (Forum Mondial de l'Eau à Marseille en mars 2012), **de la stratégie énergétique nationale** (publications et participation à des groupes de travail) et sur **la nécessité d'une approche systématique et incarnée sur le territoire** des thématiques eau / énergie / alimentation / éducation / lutte contre le changement climatique (Rio+20).
2. Consolidation des **enjeux et priorités pour lutter efficacement contre la pollution des zones littorales, grands fleuves et lacs intérieurs**.
3. **Création d'un modèle stratégique de risques** permettant aux décideurs publics et privés de prioriser et de quantifier les enjeux économiques, écologiques et sociaux **de l'exploration et de l'exploitation des gaz et huiles de schistes**.
4. **Accompagnement d'acteurs de la filière porcine en Bretagne** pour proposer un mode de production plus respectueux de l'eau, des sols et des animaux, et qui assure à l'exploitation agricole une source pérenne et répliquable de revenus.
5. **Accompagnement financier et en temps du projet *Smart Water for Green Schools*** de Green Cross International, focalisé sur le Ghana et étendu à d'autres zones géographiques, notamment à la Bolivie.

4. En savoir plus

Liens web utiles

- Nos sites internet :

www.gcft.fr

www.gci.ch

twitter.com/_GCFT et facebook.com/GCFetT

Les illustrations sont disponibles, légendées et créditées sur les sites <http://gcft.fr> et <http://gci.ch>

- Témoignages vidéos Green Cross France et Territoires :



Jean-Michel Cousteau évoque son engagement pour Green Cross France et Territoires : <http://vimeo.com/36737167>



Notre ambassadeur **Bruno Sroka**, triple champion du monde de kite-surf nous parle de son engagement : <http://vimeo.com/36696236>



- **Articles récents de Nicolas Imbert, directeur exécutif de GCFT :**

- sur Rio+20 : <http://jne-asso.org/blogjne/?p=7955>
- sur les crises et conflits environnementaux :
- http://www.larevuedelaterre.com/wp-content/uploads/2011/11/RT5_Les_oublies_de_la_terre.pdf
- sur la stratégie énergétique:
- <http://www.terraeco.net/Pour-un-debat-transparent-sur,19529.html>
- interview « les enjeux de l'eau à Rio+20 » : <http://www.radioethic.com/les-emissions/ecologie/protection-de-la-nature/green-cross-et-le-6eme-forum-international-de-l-eau.html>

- **Liste des Etats-parties à la Convention sur les cours d'eau internationaux :**

http://treaties.un.org/pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=XXVII-12&chapter=27&lang=fr#top

